



## Assemblée générale

Distr. générale  
23 juin 2010  
Français  
Original: anglais

---

### Comité exécutif du programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés Soixantième session

#### Compte rendu analytique de la 629<sup>ème</sup> séance

Tenue au Palais des Nations à Genève, le lundi 28 septembre 2009, à 15 heures.

*Président:* M. Dumont ..... (Argentine)

### Sommaire

Débat général (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

*La séance est ouverte à 15 h 10.*

**Débat général (suite)**

1. **M. Mattei** (France) rend hommage au personnel du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés qui doit en permanence faire face à une succession de crises humanitaires dans un environnement fortement dégradé. La crise économique mondiale, la persistance de la crise alimentaire et l'incidence du changement climatique sont autant de défis qui imposent au HCR d'adapter son action. La France soutient pleinement les efforts visant à renforcer la sécurité sur le terrain, là où l'espace humanitaire restreint et l'aggravation des conditions de sécurité signifient que le personnel est de plus en plus pris pour cible. Elle s'engage également à assurer la protection des populations civiles et à soutenir les efforts du Groupe d'experts du Conseil de sécurité sur la protection des civils, qui devrait s'attacher à renforcer les missions de protection des civils lors des opérations de maintien de la paix.
2. La France s'engage à répondre aux défis posés par les crises humanitaires par l'instauration de garanties d'accès effectif aux populations, comme un moyen de préserver l'espace humanitaire, par une coordination renforcée avec l'ensemble des intervenants, notamment le personnel militaire, et par une stratégie globale de coordination qui permettra au personnel humanitaire de définir, dès la mise en oeuvre de l'aide d'urgence, les perspectives de reconstruction et de développement.
3. La France connaît une coopération fructueuse avec le HCR et a récemment conclu avec lui un accord cadre à présent mis en application. Elle apprécie par ailleurs la compétence du HCR dans le contexte européen, en particulier au regard de la création d'un régime européen commun d'asile, et de l'action en faveur de la réinstallation des réfugiés sur le territoire de l'Union européenne.
4. En tant que pays destinataire d'un grand nombre de demandes d'asile, la France est consciente de ses responsabilités et elle est redevenue l'an dernier un pays de réinstallation. Elle encourage l'ensemble des Etats membres à faciliter l'adoption dans les meilleurs délais, des conclusions sur la protection internationale.
5. La France soutient le processus de réforme et de rationalisation du HCR qui contribuera à mieux centrer l'action de ce dernier sur les objectifs définis par son mandat et à renforcer la coordination avec les autres agences. Elle est déterminée, malgré ses propres contraintes budgétaires, à renouveler son appui financier au HCR; pour une plus grande flexibilité, la contribution française restera non affectée. Compte tenu de l'incapacité dans laquelle se trouvent certains donateurs d'accroître leurs contributions, le HCR devrait poursuivre ses efforts de mobilisation de nouveaux financements.
6. **M. Kitajima** (Japon) exprime ses félicitations pour l'ardeur au travail manifestée par le personnel du HCR dans un contexte où le déplacement des populations devient plus complexe et prolongé, et où le nombre de réfugiés urbains et de personnes déplacées par les catastrophes naturelles augmente, alors que l'espace humanitaire se restreint et la sécurité se détériore dans de nombreux endroits. Le Japon condamne fermement l'enlèvement et l'assassinat de membres du personnel du HCR et autres personnels humanitaires, et il loue le Haut Commissaire pour son encadrement de l'organisation dans un contexte difficile.
7. La situation des réfugiés somaliens est un problème humanitaire prioritaire. Une solution s'impose d'urgence pour les personnes qui vivent dans les camps surpeuplés, avant le début de la saison des pluies. Le Japon coopère à cette fin avec le Gouvernement hôte et la communauté locale et il participe aux activités du HCR dans les camps. L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) étudie également la possibilité de fournir une aide en matière d'approvisionnement en eau, d'initiatives d'autosuffisance et de renforcement des capacités du gouvernement local, pour réduire les difficultés de la communauté locale et multiplier l'incidence de l'aide.

8. Les solutions durables pour les réfugiés reposent sur le succès du processus de retour et de réintégration qui dépend lui-même de l'autonomisation des réfugiés par l'éducation, la formation professionnelle et l'autosuffisance. Une telle approche est conforme à la notion japonaise de sécurité humaine. Du reste, le Japon travaille actuellement sur cette base avec le HCR dans un certain nombre de pays et il espère continuer à assurer une aide efficace.

9. Le Gouvernement japonais a décidé de lancer un projet pilote de réinstallation en 2010 ; des préparations intensives en vue de recevoir le premier groupe de réfugiés sont en cours, avec l'aide du HCR, des pays de réinstallation traditionnels, et d'autres.

10. M. Katajima note favorablement le processus de réforme et la nouvelle structure budgétaire du HCR qui amélioreront l'efficacité structurelle et permettront de maximiser l'aide aux bénéficiaires. Le temps est venu de consolider les changements et d'en surveiller l'incidence, de manière à améliorer la compréhension des activités menées par le HCR, et à renforcer les relations avec l'ensemble des acteurs en présence.

11. **M. Schweppe** (Allemagne) dit que son Gouvernement est préoccupé par la situation critique de millions de personnes bloquées partout dans le monde dans des situations de réfugiés prolongées, et regrette l'absence de progrès sur l'adoption de conclusions préliminaires à ce sujet. Il souhaite participer à des négociations complémentaires, afin de parachever les projets de conclusions relatifs à ce type de situation et d'ouvrir ainsi la voie à des solutions durables.

12. Les conflits, de plus en plus longs et durs, affectent les civils, femmes et enfants en particulier, endommagent les infrastructures, perturbent le développement socio-économique et préparent le terrain à un surcroît de violence. En outre, le changement climatique et les contraintes matérielles aggravent encore l'hostilité du milieu dans lequel les acteurs de l'humanitaire interviennent. L'Allemagne est profondément reconnaissante pour l'engagement dont fait preuve le personnel du HCR dans des circonstances dangereuses. Elle estime cependant qu'il y a peu de raisons de célébrer le sixième anniversaire des Conventions de Genève, à une époque où l'espace humanitaire se restreint, où l'accès à l'aide humanitaire est souvent bloqué et où le personnel humanitaire sert de cible.

13. Pour relever ces défis, une efficacité et une applicabilité accrues s'imposent. En conséquence, l'Allemagne soutient totalement le processus de réforme, en particulier, la gestion fondée sur les résultats. Bien qu'également favorable au processus d'évaluation globale des besoins et à la décision de fonder le budget 2010/2011 du HCR sur les données de l'évaluation globale des besoins, elle estime toutefois, qu'il pourra se révéler difficile de faire appel aux sources habituelles de financement pour couvrir les 50% d'accroissement budgétaire, par rapport au budget 2009. L'Allemagne approuve les efforts du HCR tendant à élargir sa base de donateurs et à réduire ainsi sa dépendance vis-à-vis d'un petit nombre de donateurs importants. Par ailleurs, l'approche transparente et exhaustive envisagée dans les priorités stratégiques globales sera essentielle, car le financement est peu susceptible de répondre aux besoins humanitaires recensés. L'Allemagne encourage le HCR à centrer ses activités d'aide sur sa mission essentielle et à engager d'autres acteurs pour rechercher des solutions durables en faveur des réfugiés et des personnes déplacées dans leur propre pays.

14. Les besoins d'aide humanitaire augmentent plus vite que le financement. L'Allemagne soutient donc résolument le système humanitaire coordonné, avec pour centre le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA). Le HCR a été pour l'Allemagne un partenaire exceptionnel dans la distribution de l'aide humanitaire partout dans le monde et un conseiller utile eu égard aux questions de réfugiés et d'asile.

15. **M. Cucić** (Serbie) souligne que sa délégation souhaite s'associer à la déclaration formulée par le représentant de la Suède au nom de l'Union européenne. Son Gouvernement soutient le processus de réforme en cours et la mise en place de mesures de sécurité améliorées. De fait, certains membres des personnels du HCR qui ont perdu la vie étaient des ressortissants serbes. La Serbie est, en Europe, le pays qui a le plus grand

nombre de réfugiés et de personnes déplacées internes. Bien que le nombre de réfugiés ait diminué de manière substantielle depuis 1996, essentiellement suite à l'intégration sur place, 210 000 personnes déplacées internes continuent à résider en Serbie, certaines depuis plus de 18 ans. Le nombre des centres d'hébergement pour personnes déplacées internes sera réduit au cours de l'année à venir.

16. La Serbie est le seul pays européen à connaître une situation de réfugiés prolongée. Pour la résoudre, l'ensemble des pays européens doivent garantir aux réfugiés l'accès à la totalité de leurs droits dans leurs pays d'origine, notamment les droits à la propriété, à l'emploi et à la retraite. En outre, elle devrait solliciter des fonds complémentaires auprès de la communauté internationale.

17. Le Gouvernement serbe apprécie l'aide du HCR pour préparer la prochaine conférence internationale sur les solutions durables pour les réfugiés en Europe, qui doit avoir lieu à Belgrade en novembre 2009. La conférence soutiendra une approche régionale pour trouver des solutions durables sur place en faveur des réfugiés. La Serbie s'associe au travail actuel sur le projet de conclusion relatif aux situations de réfugiés prolongées et espère qu'il sera bientôt achevé.

18. **M. Kabwegere** (Ouganda) exprime sa reconnaissance pour l'aide apportée par le HCR à la protection des réfugiés et des personnes déplacées à travers le monde et, en particulier, pour la campagne menée par le Haut Commissaire en faveur de la réussite du prochain Sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine sur les réfugiés, rapatriés et personnes déplacées d'Afrique, que l'Ouganda aura le privilège d'accueillir en octobre 2009. Le Sommet recherchera des solutions à l'éternel problème des déplacements forcés en Afrique et il pourrait changer le cours de l'histoire africaine s'il y parvient.

19. Le processus du rapatriement volontaire des réfugiés soudanais en Ouganda a été largement positif et son Gouvernement s'emploie actuellement à assurer un succès identique au rapatriement volontaire des réfugiés rwandais. L'Ouganda envisage de soutenir en temps voulu une clause de cessation en ce qui concerne le dossier rwandais.

20. Il rappelle que le rapatriement est lié à la reconstruction du milieu et des infrastructures dans les régions qui accueillent les réfugiés. L'Ouganda croit fermement que le HCR devrait poursuivre son partenariat avec lui, afin de régler la question du relèvement post-rapatriement. A ce propos, l'Ouganda reçoit un flux constant de Congolais dont le nombre a dépassé celui du cas précédent des réfugiés somaliens et soudanais réunis. Il demande donc un surcroît de financement pour son programme de réfugiés.

21. Le Haut Commissaire a apporté une aide utile pour faire face aux besoins de protection des personnes déplacées en Ouganda, reconstituer les services sociaux et l'infrastructure physique et rétablir la normalité dans les régions touchées par l'insurrection Kony. Bien qu'un petit nombre de personnes déplacées restent dans les camps, la situation tend à se résoudre. Parallèlement, l'Ouganda est à nouveau menacé par le risque de crues dévastatrices, situation peu encourageante pour de nombreux ressortissants. Bien que le Gouvernement fasse tout son possible pour préparer la population, une aide complémentaire s'impose.

22. **M. Samarasinghe** (Observateur du Sri Lanka) dit que son Gouvernement profite de l'excellente coopération engagée avec le HCR, en particulier eu égard à l'aide fournie actuellement aux personnes déplacées internes. La situation des personnes déplacées récemment et à long terme à Sri Lanka s'améliore, suite aux efforts du Gouvernement, soutenus et complétés par ceux du HCR.

23. Le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies pour les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, M. Kälin, a observé, lors de sa récente visite à Sri Lanka, les conditions présentes dans les villages humanitaires et les travaux préparatoires de réinstallation. Le Sri Lanka se réjouit de son approche ouverte, franche et

constructive, car le Gouvernement cherche à affiner ses réponses aux défis auxquels il est confronté et il a pris bonne note des préoccupations exprimées au sujet des conditions dans les camps, de la liberté de mouvement et autres questions relatives à la protection.

24. Le Gouvernement sri-lankais travaille à reconstruire les fondements d'un ordre social démocratique pacifique, dont la réconciliation et le développement font partie intégrante. Une solution efficace en faveur des personnes déplacées internes est essentielle au succès de cette initiative et un retour à la vie normale est indispensable pour prévenir et atténuer un futur conflit potentiel. Il est donc important de restaurer et de garantir la sécurité des régions touchées par la guerre avant de réinstaller les personnes déplacées. Celles-ci, qui se sont elles-mêmes désignées comme membres des Tigres de libération de l'Ilam tamoul, sont hébergées dans des centres de réhabilitation spéciaux et un bureau distinct a été créé pour les aider. Un cadre politique a été élaboré pour permettre l'intégration sociale et économique des ex-combattants, et faire en sorte qu'ils participent pleinement à la construction du nouveau Sri Lanka. Toutefois, le Gouvernement s'est montré prudent s'agissant de la question des libérations et de la liberté de mouvement, car des membres non identifiés des Tigres de libération demeurent dans les camps de personnes déplacées et le Gouvernement a la responsabilité de garantir le respect des droits humains de l'ensemble de la population civile, et non uniquement ceux des personnes déplacées internes. Les tentatives visant à caractériser les centres humanitaires et les villages de transition de « camps d'internement » sont injustifiées. Une plus grande liberté de mouvement sera rétablie lorsque l'on aura trié et enregistré les personnes déplacées et que l'on en aura établi le profil.

25. Le Comité multipartite sur le développement et la réconciliation a été créé en vue de traiter les questions post-conflit d'une manière pluraliste et exhaustive, et pour favoriser la réconciliation nationale et le compromis politique dans un cadre démocratique propre à assurer une stabilité durable. Après presque trois décennies de conflits intérieurs, le Sri Lanka a besoin de reconstruire ses fondements institutionnels, de manière à favoriser et préserver sa diversité sociale, et à promouvoir et protéger les droits de l'homme. Bien que l'accent immédiat porte sur les personnes directement affectées par le conflit, l'objectif à long terme consiste à créer une nation nouvelle dont tous les membres soient libres, égaux et confiants dans l'avenir.

26. **M<sup>me</sup> Overvad** (Danemark) exprime le soutien de son Gouvernement à la réforme du HCR qui améliorera l'impact de l'organisation sur les bénéficiaires, et elle souligne la nécessité de soutenir l'élan engagé. Elle se félicite du Budget-programme biennal 2010-2011, car il s'appuie sur les besoins réels, sur les nouvelles Priorités stratégiques globales et sur la gestion incorporée fondée sur les résultats, conformément aux propres priorités du Danemark.

27. Au-delà de la simple protection, des solutions durables s'imposent pour les personnes déplacées et les pays hôtes. Il conviendrait donc d'encourager des stratégies en faveur de l'auto-suffisance, si possible dans le cadre de plans nationaux de développement. Pour les pays d'accueil, les problèmes de protection qui se posent dans la gestion des flux migratoires mixtes devraient être résolus par un renforcement des capacités des autorités chargées de la migration dans les pays hôtes, et par l'adoption d'une approche à facettes multiples qui implique les acteurs nationaux et internationaux. Par ailleurs, l'amélioration des conditions pour les réfugiés et les populations locales affectées dans les régions d'origine constitue une question prioritaire. Le Danemark encourage les autres pays à prendre en considération la méthodologie de son programme sur les régions d'origine, comme les autres politiques relatives à la migration mixte, et il est prêt à partager son expérience avec ceux qui le souhaitent.

28. Le Danemark se réjouit à la perspective du dialogue à venir avec le Haut Commissaire sur les réfugiés urbains, dont il espère qu'il donnera un élan complémentaire au HCR et aux autres partenaires qui cherchent à assurer la protection des personnes déplacées et à trouver des solutions durables en leur faveur.

29. M<sup>me</sup> Overvad invite instamment le Bhoutan et le Népal à reprendre des pourparlers bilatéraux en vue de faciliter le retour volontaire des réfugiés bouthanais dans leur pays et elle forme le vœu de voir les parties concernées au Kenya trouver une solution rapide pour les réfugiés somaliens dans le camp de Dadaab et pour les communautés d'accueil.

30. Intégrer au travail du HCR les questions relatives au climat est une initiative louable car ces questions auront une incidence sur le travail de l'organisation dans les années à venir, et trouver des solutions aux défis qu'elles impliquent relève de la responsabilité collective. Dans cette optique, l'impact des réformes des Nations Unies et de l'initiative « Unis dans l'action » devrait concourir à offrir davantage de possibilités d'activités de réintégration et une meilleure participation des personnes déplacées aux plans nationaux de développement. Les partenariats étant essentiels à une action plus efficace sur le terrain, le Danemark se réjouit de la collaboration renforcée entre le HCR et les organisations non gouvernementales, qui a démontré sa capacité à mettre en œuvre les programmes humanitaires et les projets de réintégration initiale, ainsi qu'avec le Bureau de coordination des affaires humanitaires.

31. **M. Kajwang** (Kenya) signale que les récentes visites au Kenya du Haut Commissaire et autres hauts responsables du HCR ont permis un échange de vues fructueux avec le Gouvernement et les autres intervenants sur les défis posés par la protection des réfugiés. Le Kenya a une longue tradition d'accueil des réfugiés provenant de pays voisins et il continue à recevoir la majorité de ceux provenant de Somalie, où une recrudescence des combats a récemment entraîné de nouveaux déplacements de population vers les pays voisins. L'afflux mensuel de 5000 réfugiés somaliens au Kenya a conduit à des niveaux de surpeuplement intolérables dans le camp de Daabad.

32. Il se félicite de la détermination du Haut Commissaire et des partenaires de développement à améliorer les conditions de vie dans les camps, comme de l'accent mis sur le traitement des besoins des communautés d'accueil des réfugiés, et sur la restauration d'un environnement déjà fragile et qui a subi des dégradations considérables. Les afflux massifs de réfugiés ont également eu une incidence dévastatrice sur l'économie kenyane. En outre, le Gouvernement est aux prises tant avec les menaces des groupes extrémistes, qu'avec la prolifération d'armes de petits calibres et d'armes légères le long de la frontière poreuse avec la Somalie. Toutefois, malgré ces difficultés, toute l'attention voulue est accordée à l'attribution de terres supplémentaires pour contribuer à réduire le surpeuplement dans les camps.

33. La communauté internationale pour sa part, devrait accorder davantage d'attention à la recherche d'une solution durable, à savoir, rétablir un Gouvernement stable, pour que la loi et l'ordre soient assurés en Somalie. Le HCR devrait ouvrir la voie en faisant œuvre de sensibilisation à cette fin auprès des donateurs, en particulier par le biais du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination. L'incidence de la piraterie sur le commerce mondial requiert également d'urgence l'attention internationale, tout comme la menace que font peser les cellules terroristes en Somalie.

34. Les personnes déplacées internes sont devenues un problème pour le Kenya lors des violences post-électorales qui ont éclaté début 2008; l'aide technique et autre concours fournis par le HCR à cette occasion ont été en général bien accueillis. Le programme de réinstallation s'est révélé un succès et il est heureux de signaler que les camps restants de personnes déplacées internes seront fermés dans deux semaines.

35. **M. Lee Sung-joo** (République de Corée) se félicite des progrès réalisés par le HCR eu égard à son processus de réformes, en particulier de l'instauration réussie d'un budget fondé sur les besoins par le recours à l'évaluation globale des besoins. La mise en place des Priorités stratégiques globales laisse également augurer de meilleurs résultats. Les priorités à venir devraient intégrer le développement et le renforcement des partenariats régionaux et internationaux, non seulement pour éviter les chevauchements d'activité, mais également pour parvenir à une synergie à l'échelle du système.

36. L'ampleur absolue du problème des apatrides réclame des efforts plus soutenus; une réunion de travail sur la question se tiendra à Séoul en novembre 2009, sous la direction conjointe du HCR et de l'Université de Corée, lors de laquelle une étude approfondie relative aux personnes déplacées internes menée par le Ministère de la Justice sera rendue publique. Le HCR devrait en outre avoir pour autre priorité de mettre en oeuvre sa stratégie d'intégration des questions d'âge, de genre et de diversité, notamment en faveur des personnes déplacées handicapées qui connaissent des difficultés croissantes. La définition au sein des Priorités stratégiques globales, d'objectifs spécifiques pour améliorer l'indépendance de ces personnes, est une mesure opportune.

37. S'agissant des progrès accomplis au niveau national, la Loi kényane récemment révisée de contrôle de l'immigration organise une protection complémentaire fondée sur « l'autorisation de séjour pour raisons humanitaires ». Elle autorise en outre les demandeurs d'asile à travailler, en cas de délai de traitement de leur dossier et prévoit la création d'un centre d'aide aux réfugiés.

38. **M. Schaapveld** (Pays Bas) signale que les attaques délibérées contre le personnel sur le terrain, qui ont provoqué plusieurs décès hautement déplorable, soulignent les circonstances complexes dans lesquelles travaille le HCR. Concilier les besoins urgents des populations vulnérables avec la sécurité du personnel s'avère de plus en plus difficile pour l'organisation.

39. Chaque situation de crises en matière de réfugiés exige une gamme de solutions différentes; pour faire face aux nouvelles crises, le HCR devrait collaborer avec les autres intervenants pour évaluer les besoins communs. La situation au Pakistan par exemple, exige une coordination efficace à l'échelle du système, comme une collaboration fiable avec les partenaires de mise en oeuvre. Les Pays Bas sont particulièrement favorables au rôle déterminant joué par le HCR au titre de l'approche sectorielle, qui inclura l'ensemble des acteurs humanitaires.

40. Le dialogue relatif à la protection engagé avec les parties au conflit et encouragé par le Haut Commissaire, a fourni l'élan qui a permis d'identifier des solutions durables aux situations prolongées, fondées sur une approche multidimensionnelle. Cependant, beaucoup reste à faire en la matière. Les pays hôtes des réfugiés tels le Kenya, participent largement à l'accueil des personnes déplacées à la suite, notamment, de situations d'insécurité, et en raison de la sécheresse. Ces pays assument une charge importante et devraient donc jouer un rôle à part entière dans l'élaboration de solutions.

41. Les Pays Bas ont contribué à financer l'intégration massive sur place et les opérations de retour des réfugiés burundais mises en oeuvre par la République Unie de Tanzanie, solution qui a permis de renforcer la stabilité régionale. En Afghanistan, le HCR, pour sa part, a facilité la plus grande opération de retour jamais entreprise, démontrant ainsi toute la valeur de la coopération avec d'autres organisations internationales. L'initiative « Unis dans l'action » est essentielle à un transfert efficace des responsabilités aux acteurs onusiens du développement, dans la transition entre aide et développement.

42. Les Pays Bas sont particulièrement préoccupés par le très net accroissement du nombre des personnes déplacées internes à travers le monde. Ils soutiennent l'intégration de la question des personnes déplacées dans la politique du HCR et participeront au financement du prochain Sommet spécial de l'Union Africaine qui doit se tenir à Kampala en octobre 2009.

43. Les mécanismes de réforme interne du HCR sont à présent en place et le personnel devra s'adapter aux nouvelles structures, tandis que les leçons apprises sur le terrain exigeront un suivi réel et efficace au niveau du siège. Les processus de régionalisation et de décentralisation en cours font de l'obligation de rendre des comptes une question essentielle. La transition vers une budgétisation fondée sur les besoins est en général bien accueillie, mais la flexibilité sera nécessaire pour équilibrer les besoins des différentes catégories de personnes concernées. La crise économique mondiale rend d'autant plus

importante une participation plus généreuse au HCR, tant de la part des donateurs traditionnels que des nouveaux donateurs, en particulier avec des fonds non affectés. Dans cette optique, une initiative entreprise par le HCR, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Gouvernement roumain, et qui mérite le soutien des Etats membres, est la création – à Timisoara, en Roumanie – du Centre de transit d'urgence pour les réfugiés, dont la sécurité immédiate est menacée en attendant la mise en place du processus de réinstallation.

44. Il faut souhaiter que le programme commun de réinstallation proposé par la Commission Européenne augmente de manière substantielle le nombre des lieux de réinstallation dans l'Union Européenne, témoignant ainsi d'une solidarité accrue vis-à-vis de la surcharge des pays hôtes dans les régions d'origine.

45. Le HCR devrait être félicité pour parvenir à accomplir sa mission malgré la nécessité de concilier les besoins humains avec la faisabilité institutionnelle; son travail enthousiaste et engagé a un impact immédiat et positif sur la vie de millions de personnes.

46. **M. Himanen** (Finlande) signale que la Finlande continue à tenir le HCR en très haute estime. Il est, de fait, le principal destinataire de l'aide humanitaire finlandaise, non affectée en principe. Sa délégation apprécie en particulier la manière dont le HCR met en œuvre sa double mission protectrice et normative, ainsi que sa contribution importante à la création d'un programme commun européen de réinstallation. Un système commun européen d'asile garantira à l'ensemble des demandeurs d'asile un traitement égal, comme un meilleur partage des responsabilités en matière de protection entre les pays européens.

47. Le HCR doit être dûment pourvu en ressources pour répondre au défi croissant que représentent les personnes déplacées dans leur propre pays, tout en poursuivant son travail classique avec les réfugiés. Etant donné que 80 pour cent des réfugiés et des personnes déplacées internes dans le monde se trouvent dans des pays en développement mal équipés pour les prendre en charge, l'aide humanitaire internationale est particulièrement cruciale.

48. Dans son rapport sur la consolidation de la paix dans le post-conflit immédiat (A/63/881-S/2009/304), le Secrétaire Général demande un renforcement de l'action de l'Organisation dans le sillage immédiat du conflit, et une réaction plus précoce et plus cohérente de la part de la communauté internationale élargie. Malgré la reconnaissance du fait que le retour durable et la réintégration des réfugiés et des personnes déplacées constituent des éléments de transition essentiels, le HCR a encore des difficultés à obtenir un financement s'inscrivant dans la durée pour de telles activités de transition, pourtant, la restriction de l'espace humanitaire est un sujet de préoccupation particulier. Les principes de neutralité, d'humanité et d'indépendance doivent être respectés par tous et un accès sûr doit être offert à tous les réfugiés. En outre, la protection internationale des femmes et des filles réfugiées doit être garantie, notamment par le biais de l'intégration de la question du genre dans tous les programmes de protection du HCR.

49. La Finlande loue les efforts accomplis par le HCR pour intégrer la question féminine à tous les programmes de protection, étudier les incidences actuelles et futures des multiples crises mondiales sur la situation des réfugiés, accélérer les réformes internes et passer à une budgétisation fondée sur les besoins. La transparence des procédures d'évaluation des besoins et de définition des priorités pourrait être encore améliorée, et la coopération et la coordination entre les agences renforcées. L'approche sectorielle de la planification et de la budgétisation est favorablement accueillie, et l'étroite coopération avec le Bureau de coordination des affaires humanitaires et avec les agences partenaires dans ce cadre, devrait se poursuivre. Il faut espérer que le HCR maintiendra les Etats membres à la hauteur des initiatives liées à la transition vers un mode opératoire décentralisé et orienté sur le terrain.



50. **M. Guterres** (Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) suite aux différentes questions posées, estime que le représentant de la France a mis en évidence deux questions clés pour l'action du HCR: assurer que la défense des civils est conforme aux différents mandats de protection des missions de maintien de la paix des Nations Unies, et garantir l'autonomie de l'espace humanitaire, comme le respect universel des principes humanitaires.

51. Le projet pilote de réinstallation, mentionné par le représentant du Japon, accorde une part importante aux doctrines de protection et d'aide fondées sur le concept de sécurité humaine. Comme l'a suggéré le représentant de l'Allemagne, le HCR ne devrait pas assumer l'entière responsabilité des questions de développement, d'environnement ou de consolidation de la paix, mais plutôt jouer un rôle catalyseur en impliquant progressivement d'autres partenaires. De fait, cette conception cadre avec le troisième pilier de la nouvelle structure budgétaire de l'agence.

52. En Ouganda, le HCR aide le Gouvernement à fournir une assistance post-rapatriement aux régions touchées par l'arrivée de réfugiés, et à renforcer les moyens de protection des communautés locales, y compris dans les régions éloignées. Trop souvent, les acteurs de l'humanitaire sont concentrés dans les capitales; le Haut Commissaire encourage donc vivement tous les Etats membres à favoriser l'extension de l'action humanitaire vers les régions éloignées où les difficultés sont souvent pires.

53. En 2008, le HCR a tenté d'élargir sa base de donateurs. Les Emirats Arabes Unis ont versé une contribution de 30 millions de dollars au programme mis en œuvre au Pakistan, et d'autres pays du Golfe commencent également à s'associer aux activités du HCR. Une aide accrue du secteur privé est en outre essentielle.

54. Le Haut Commissaire souhaite assurer au représentant de la Serbie sa détermination à faciliter les retours dans les Balkans et à garantir aux réfugiés la reconnaissance de la totalité de leurs droits. La communauté internationale, en particulier les pays de la région, devraient s'efforcer davantage de résoudre une situation dont on ne devrait pas tolérer l'existence dans un continent aussi prospère.

55. Sa première visite de pays en tant que Haut Commissaire a été dans le nord-ouest de l'Ouganda, où il a été impressionné par l'absence de camps de réfugiés et par le traitement humain et généreux accordés aux réfugiés. Accueillis dans les villages, ils peuvent cultiver la terre, aller à l'école et utiliser les installations sanitaires locales. Il appelle la communauté internationale à fournir une aide non seulement dans les situations d'urgence, mais aussi pour faciliter la réhabilitation post-rapatriement dans les régions touchées en Ouganda. Le HCR, dans la limite de ses moyens et ressources propres, s'engage à aider le Gouvernement ougandais à mieux connaître les besoins des populations locales.

56. S'agissant de Sri Lanka, il rappelle que réussir la paix une fois la guerre terminée relève toujours du défi. Le HCR a noué un dialogue ouvert avec le Gouvernement sri lankais sur les conditions dans les camps, l'importance d'un retour rapide et volontaire des personnes déplacées, et autres sujets de préoccupation. Il s'est également engagé à soutenir le programme national de déminage.

57. Le HCR n'est pas une agence de gestion des migrations; il reconnaît à tous les pays le droit de définir leurs propres politiques migratoires. Toutefois, ces politiques doivent être favorables aux demandeurs d'asile et garantir un traitement équitable des demandes. De plus, tous les pays d'origine, de transit et de destination doivent défendre l'obligation de protection. Dans cette optique, M. Guterres aimerait en savoir plus au sujet de la récente expérience danoise en matière d'aide aux réfugiés.

58. M. Guterres se félicite de l'assurance du représentant du Kenya selon laquelle le Gouvernement kényan envisage d'attribuer des terres complémentaires pour régler le problème de surpeuplement des camps. La crise en Somalie a une incidence déstabilisatrice dramatique sur plusieurs pays voisins et les réfugiés somaliens représentent

maintenant une question d'ordre mondial. Toute interruption de l'aide humanitaire en Somalie aurait une incidence particulièrement désastreuse sur la région; le programme alimentaire mondial (PAM) se heurte à une tâche très difficile. Lors de sa propre visite en Somalie, il a souligné toute l'importance d'une solution politique, comme d'une approche exhaustive « à cinq volets » pour traiter l'afflux massif de réfugiés au Kenya. Le HCR s'engage à améliorer la situation dans les camps de réfugiés kenyans et à soutenir les communautés hôtes. Un important programme de sécurité a été adopté mais un processus approprié de sélection est nécessaire, de même qu'une présence policière renforcée. Le HCR admet pleinement les préoccupations de sécurité nationale du Kenya et le rôle important qu'il joue non seulement en fournissant un espace d'asile, mais aussi en favorisant le développement économique et social dans la sous-région.

59. Le Haut Commissaire approuve les dispositions relatives à l'asile récemment intégrées à la législation de la République de Corée par le biais de la Loi de contrôle de l'immigration. Le HCR s'engage à s'attacher davantage aux questions relatives aux réfugiés dans la région Asie-Pacifique et il s'y emploiera avec ses partenaires. Il se réjouit à la perspective de travailler étroitement avec la République de Corée en tant que partenaire à part entière.

60. A propos de la déclaration du représentant des Pays-Bas, il affirme que le HCR souhaite davantage de souplesse dans la dépense du budget, de manière à aider le plus grand nombre possible de populations. Il admet qu'il doit faire preuve des plus hauts niveaux de responsabilité et de transparence afin d'obtenir des contributions non affectées.

61. Au sujet de la déclaration du représentant de la Finlande, il dit que les problèmes auxquels se trouvent confrontées les femmes et les jeunes filles, notamment la violence sexiste, constituent une priorité pour le HCR, dont témoignent ses politiques et ses décisions d'affectation de ressources. Compte tenu du fait que la violence domestique, par exemple, est un grave problème, y compris dans les pays qui ne connaissent pas de situation de conflit, une plus grande attention doit être accordée à la question.

62. **M<sup>me</sup> Rodrigues** (Mozambique) estime que la situation critique des réfugiés et des personnes déplacées dans le contexte de flux migratoires mixtes demeure un défi majeur pour la communauté internationale dans son ensemble et pour le HCR, auquel elle a gré de rechercher des solutions durables aux nombreux et difficiles problèmes que rencontre la gigantesque masse des réfugiés, personnes déplacées et autres populations en détresse. Le personnel du HCR doit faire face à des défis croissants et elle approuve les efforts constants qu'il déploie pour les relever.

63. Les conflits d'intensité soutenue dans de nombreuses régions du monde, donnent lieu à davantage de déplacements. L'Afrique est le continent le plus affecté par ces situations tragiques, aggravées encore par la crise financière et économique, la dégradation persistante de l'environnement et les catastrophes naturelles. Bien que Mme Rodrigues approuve les résultats enregistrés par plusieurs programmes mis en œuvre en Afrique en 2008 et 2009, elle souligne la persistance de nombreux problèmes évidents, et notamment la nécessité de s'attaquer aux causes profondes de déplacement des populations. Le fait que le prochain Sommet spécial de l'Union Africaine qui doit se tenir en octobre 2009, ait pour objectif l'adoption d'une convention sur les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées en Afrique, démontre l'engagement de ce continent vis-à-vis des droits des personnes en difficultés. L'année 2009 a marqué le quarantième anniversaire de l'adoption de la Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique. Ces deux accords devraient permettre d'obtenir des solutions durables aux problèmes auxquels sont confrontés les africains et offrir aux réfugiés et aux personnes déplacées dans leur ensemble un environnement plus sûr dans les pays d'accueil ou dans les pays d'origine.

64. Son Gouvernement, avec l'aide du HCR, est parvenu à mettre en oeuvre des programmes en faveur de plus de 7500 réfugiés au Mozambique, notamment dans des domaines tels l'éducation, la santé, l'agriculture, les activités génératrices de revenus et la formation. Les services d'action sociale, y compris les mesures contre la violence sexuelle et sexiste, portent essentiellement sur l'aide aux enfants non accompagnés, aux mères isolées et aux personnes vulnérables. Des programmes d'insertion locale ont également été mis en place pour les réfugiés urbains dans tout le pays.

65. S'agissant de solutions durables, les niveaux de participation aux programmes de rapatriement restent faibles et, pour autant que le repeuplement soit en cause, le Mozambique doit se voir accorder plus de possibilités de s'attacher à ceux qui ont réellement besoin d'une intégration locale. Le Mozambique reste engagé à garantir aide et protection à tous les demandeurs d'asile et il estime que des actions concertées de l'ensemble des partenaires faciliteront grandement ses efforts pour remplir ses engagements.

66. Elle rend hommage au dialogue engagé par le Haut Commissaire en 2008 eu égard aux situations de réfugiés prolongées et encourage sa poursuite. Elle se félicite des progrès réalisés dans la mise en oeuvre des programmes mondiaux et régionaux du HCR et elle remercie ce dernier et la communauté internationale de leur soutien essentiel au Mozambique, pour lui permettre de servir au mieux les intérêts des réfugiés et des groupes en difficulté.

67. **M<sup>me</sup> Mirachian** (Italie) félicite le Haut Commissaire et son personnel pour le travail qu'ils réalisent face aux défis croissants en présence, et elle approuve le processus de réforme en cours. Elle rend particulièrement hommage aux agents sur le terrain du HCR qui ont perdu la vie en service commandé et applaudit les efforts inlassables des travailleurs humanitaires. Elle exprime en outre son appui indéfectible à l'initiative du Haut Commissaire relative aux situations de réfugiés prolongées.

68. Ces dernières années, le Gouvernement italien a mis en place une politique de réinstallation, augmentant ainsi progressivement les effectifs de réfugiés autorisés à se réinstaller en Italie. Le nombre des lieux de réinstallation prévus doit nettement augmenter en 2009, tandis qu'en 2008, plus d'un tiers de la totalité des demandes d'asile ont abouti. Pour ce qui est de la situation des réfugiés dans la région méditerranéenne, M<sup>me</sup> Mirachian est consciente des préoccupations et des accusations exprimées par le HCR. Les droits de tous les migrants, quel que soit leur statut légal, doivent de fait être respectés. Toutefois, l'Italie affronte des défis migratoires sans précédents avec l'afflux massif de migrants susceptible de compromettre l'ordre public intérieur. En outre, les autorités italiennes continuent de secourir des milliers de personnes en mer. Ce sont les raisons pour lesquelles l'Italie réclame une politique migratoire européenne plus ferme, notamment eu égard aux demandeurs d'asile.

69. Les efforts pour lutter contre la traite des personnes devraient être renforcés par une coopération plus étroite avec les pays voisins et par des programmes pour aider les pays d'origine à améliorer leur situation socio-économique. L'engagement de l'Italie dans ces domaines est incontestable et elle salue le rôle exceptionnel joué notamment par le HCR, pour s'efforcer de porter remède à ce problème.

70. Eu égard à la crise humanitaire en Somalie, elle exprime son soutien au renforcement des institutions somaliennes, mais appelle à une intervention plus ferme des agences des Nations Unies et des Etats membres afin de s'attaquer à la situation. L'Italie soutient l'approche régionale défendue par le Groupe des Huit (G-8) de la situation en Afghanistan, qui revêt une complexité sans précédent, et reste totalement acquise à la cause humanitaire.

71. **M. Mundaraín Hernández** (République bolivarienne du Venezuela), s'exprimant au nom de la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes, rappelle que le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration de Carthagène sur les réfugiés sera célébré en novembre 2009 et que l'on célébrera bientôt le cinquantième anniversaire de la Déclaration et du Plan d'action de Mexico. Ce dernier énonce une volonté politique commune de s'attaquer au problème croissant et complexe des réfugiés et des personnes déplacées dans la région, et il approuve donc la décision de continuer à utiliser le Plan d'action comme cadre stratégique de travail du HCR en Amérique latine. Dans cette optique, les cadres juridiques nationaux nécessitent un renforcement pour profiter aux personnes ayant besoin de secours et pour améliorer l'aide humanitaire dans les zones frontalières et parmi les populations locales.

72. Il se réjouit des progrès réalisés par le Plan de travail mondial pour les opérations relatives aux personnes déplacées, et de l'intégration des critères d'âge, de genre et de diversité dans les programmes mondiaux du HCR. Toutefois, l'accent mis sur les personnes déplacées ne doit pas détourner l'attention des réfugiés, qui sont au centre du mandat du HCR.

73. Le HCR devrait encourager les Gouvernements à tenir compte des profondes divergences entre les politiques en matière de migration et de réfugiés, et les réalités dans la région, de manière à cerner les perspectives et à faciliter la définition de politiques cohérentes. Les facteurs qui conduisent aux déplacements en Amérique latine devraient être analysés.

74. Les stratégies régionales mises en place pour trouver des solutions durables en faveur des réfugiés urbains ont enregistré un certain nombre de réussites, avec l'aide notable du HCR pour définir des projets d'intégration locale et d'autosuffisance, pour stimuler le développement économique et social dans les zones frontalières, et pour établir des programmes de réinstallation. Malgré les progrès réalisés, le Plan d'action de Mexico est cependant confronté à une série de difficultés, en particulier à un manque de moyens. La coopération internationale reste essentielle à la viabilité du Plan.

75. Eu égard au processus de décentralisation, il se félicite de la création du bureau régional à Panama, qui devrait améliorer les dispositifs d'intervention régionaux du HCR et fournir une aide opérationnelle. Le HCR devrait accorder la priorité à l'accroissement de sa capacité d'intervention, en particulier à la lumière de la crise mondiale actuelle, en prenant la solidarité et la coopération internationales comme points de départ à des solutions aux problèmes humanitaires.

76. **M. Hilale** (Maroc) fait part de la récente visite du Haut Commissaire aux camps de Tindouf où il a été témoin au premier chef de la déplorable tragédie humanitaire endurée par les habitants depuis plus de trois décennies. Au Sahara marocain, le Haut Commissaire a été témoin de cas tragiques de séparation n'épargnant aucune famille. Grâce aux mesures de rétablissement de la confiance mises en œuvre par le HCR, quelques familles ont pu, pour la première fois, rencontrer leurs proches au Sahara marocain. Il appelle instamment le HCR à trouver des solutions durables aux populations des camps de Tindouf.

77. Au début du conflit, le Maroc a demandé instamment le retour volontaire des populations emmenées de force à Tindouf – solution privilégiée dans une telle situation. Le HCR a également lancé une campagne de rapatriement volontaire, mais les autorités algériennes ont interdit d'informer les populations des camps de leur droit au retour volontaire. L'Algérie s'est ainsi opposée délibérément au rapatriement pendant 30 ans, non pour des raisons humanitaires, mais pour des raisons politiques. Qui plus est, elle n'a pas davantage mis en œuvre la solution de l'intégration sur place. Les Algériens originaires de la région de Tindouf ont été conduits dans les camps de manière à en accroître artificiellement les effectifs, et 20 000 d'entre eux ont été autorisés à bénéficier de l'intégration locale. Les Sahraouis de souche marocaine ont toutefois été discriminés et exclus de cette solution durable.

78. La troisième option, la réinstallation, n'a jamais été offerte aux populations des camps de Tindouf. Compte tenu de l'impasse humanitaire actuel, le HCR devrait adopter toutes les mesures nécessaires pour informer les populations des camps de leur droit à opter pour une telle solution.

79. Le Maroc rejette avec force l'opposition de l'Algérie au retour librement consenti, pour des raisons politiques. Il n'acceptera jamais qu'elle prive les habitants des camps de leur droit légitime à la réinstallation. Les conditions dans les camps sont intolérables et, en l'absence de perspectives de rapatriement volontaire ou d'intégration sur place, le HCR est tenu de mettre en œuvre la réinstallation dans des pays tiers.

80. L'Algérie a abdiqué sa responsabilité internationale en faveur du Front Polisario, qui a militarisé les camps et instauré des tribunaux pour juger ceux qui défient son autoritarisme ou tentent de s'évader. Les camps ne devraient plus être considérés comme des camps de réfugiés, car les droits humanitaires y sont violés en permanence, avec la complicité reconnue et ouverte du pays hôte.

81. Le blocage que l'Algérie exerce à l'encontre du mandat du HCR eu égard aux camps de Tindouf est moralement intolérable, politiquement inacceptable et juridiquement illégal. Le rôle du HCR ne devrait plus se limiter à l'aide alimentaire mais être élargi pour inclure des mesures de protection et en particulier des solutions durables. Depuis 2002, le HCR a réussi à rapatrier 10 millions de personnes déplacées et a procédé à la réinstallation de plus de 65 800 réfugiés. A Tindouf cependant, il semble que les réfugiés soient condamnés à l'exil à perpétuité.

82. Lors de la récente visite du Haut Commissaire, l'Algérie a confirmé son veto à tout recensement dans les camps de Tindouf, excluant ainsi tout rapatriement volontaire. Le traumatisme lié à un exil prolongé est vivement ressenti, en particulier chez les plus vulnérables, et le sentiment de désespoir présent dans les camps risque d'être exploité par les réseaux terroristes qui sévissent dans la région.

83. Le Maroc ne peut rester inactif, alors même que ses ressortissants grandissent et meurent comme otages, confrontés au choix amer entre vivre en exil et risquer leur vie en s'évadant. Ils doivent être libérés. La demande du Maroc de mettre en œuvre la solution de réinstallation n'aura pas d'incidence sur le processus de règlement politique. Les futurs bénéficiaires de la réinstallation conserveront leur droit de participer, en temps voulu, à toute consultation référendaire sur une solution susceptible de se dégager, suite à l'initiative marocaine en faveur d'un statut d'autonomie pour la région du Sahara, dans le cadre de la souveraineté et de l'intégrité territoriale marocaine.

84. Le Maroc appelle le HCR à sonder les pays susceptibles d'offrir des lieux de réinstallation et il l'invite à informer les autres agences des Nations Unies susceptibles de participer à l'opération humanitaire. Il remercie les pays donateurs pour leur généreuse aide alimentaire aux populations des camps et il appelle l'Algérie à assumer ses responsabilités, à faire preuve de compassion et à respecter les valeurs humanitaires qu'elle a toujours prétendu défendre.

85. **M. Soualam** (Algérie) demande au représentant du Maroc de traiter uniquement le point de l'ordre du jour à l'étude.

86. **M. Kazaure** (Nigeria) exprime son soutien au HCR pour les efforts soutenus qu'il déploie pour améliorer son efficacité, évaluer les besoins et mobiliser des ressources pour les satisfaire. Le Nigeria a adopté des mesures intégrées et durables en vue d'atténuer l'incidence négative des déplacements forcés sur le développement, notamment en améliorant la capacité institutionnelle destinée à gérer les flux migratoires mixtes dans un cadre humanitaire.

87. La politique du HCR consistant à freiner l'établissement de camps permanents et le besoin et le désir croissants des groupes d'améliorer leurs conditions de vie par l'obtention de revenus, ont engendré des situations de réfugiés urbains alarmantes et de plus en plus

difficiles à résoudre. Le HCR devrait élaborer un programme stratégique pour offrir une protection réelle et efficace à ce type de réfugiés. Pour sa part, le Nigeria a adopté des mesures pour leur fournir des soins et assurer leur subsistance, en créant un centre de réinstallation à Zing, dans l'Etat de Taraba.

88. Face aux déplacements internes constants dans la région et la sous-région, le Nigeria est intervenu de manière à intégrer des projets de développement fondés sur la communauté, afin de prévenir et d'atténuer les situations humanitaires déplorables. Des efforts sont entrepris pour accroître le rôle des groupes de la société civile et le système de sécurité dans les activités humanitaires, et pour solliciter l'aide des institutions caritatives dans la mise en œuvre des programmes sur les lieux en situation de conflit. Grâce à son programme en sept points, le Gouvernement promeut la paix, la stabilité et la sécurité globale comme moyens de parvenir aux objectifs du Millénaire pour le développement, et il s'engage à honorer toutes ses obligations en matière d'aide aux activités du HCR.

89. **M. Garzón** (Colombie), exprime son soutien au HCR et à la rationalisation de ses activités destinée à répondre aux défis à venir, et il souligne toute l'importance de la coopération entre le Haut Commissariat et les autres organes des Nations Unies. La Colombie s'engage pleinement à rechercher des solutions à moyen et long termes au problème des déplacements forcés de ses ressortissants, dus essentiellement aux violences exercées par les groupes armés illégaux. En coopération avec le HCR, elle a progressé dans la mise en œuvre d'une législation y afférent et dans le recensement des personnes déplacées internes, facilitant ainsi leur intégration et leur accès aux services publics. En juillet 2009, le Gouvernement a approuvé un plan d'action biennal pour 2010-2011, conforme au Plan d'action de Mexico et aux Principes directeurs relatifs aux déplacements internes.

90. La Colombie dispose d'un solide cadre législatif destiné à assurer la protection des personnes déplacées internes, et elle privilégie un accroissement des affectations de ressources. A tous les niveaux, des mesures visant à faire progresser la situation des groupes déplacés internes dans des domaines tels l'éducation, les soins de santé, la protection des terres et des biens, la prévention des déplacements et l'amélioration des documents d'identité et de l'enregistrement, sont entreprises avec la participation active des personnes concernées. Le plan biennal 2010-2011 prévoit, en collaboration avec le HCR, de corriger les critères d'enregistrement des réfugiés et de cessation de leur statut, et de déterminer combien de temps une personne pourra être considérée comme déplacée interne. Le HCR tiendra tous les six mois des réunions avec les autorités colombiennes pour surveiller et évaluer l'évolution et la mise en œuvre du plan.

91. Exprimant sa gratitude aux pays voisins qui, avec l'assistance technique du HCR, ont fourni une aide humanitaire aux ressortissants colombiens déplacés, M. Garzon demande que les chiffres présentés dans les récents rapports du HCR soient ajustés, afin de refléter plus précisément la situation, et il s'interroge quant aux critères utilisés pour classer les individus en tant que réfugiés. Il se félicite de la réceptivité du Haut Commissaire à la demande de la Colombie concernant un accord avec l'Equateur qui doit être conclu sous les auspices du HCR, afin de permettre aux activités humanitaires communes de profiter aux ressortissants colombiens en Equateur, et il exprime son soutien à la décision de continuer à utiliser le Plan d'action de Mexico comme guide au travail du HCR en Amérique latine.

92. **M. Soualam** (Algérie), souligne le soutien durable de son pays au travail du Haut Commissaire, et accueille avec satisfaction les progrès réalisés en vue d'améliorer l'efficacité du HCR, en particulier face à la demande toujours croissante d'aide humanitaire dans le monde, encore renforcée par les catastrophes naturelles, les conflits et les facteurs démographiques et économiques. Il faut espérer que la prochaine convention de l'Union Africaine relative aux personnes déplacées internes contribuera à réduire le nombre inquiétant de ces personnes.

93. L'assistance aux réfugiés impose un lourd fardeau aux pays en développement dont les ressources sont limitées. Leurs sacrifices devraient être reconnus et ils devraient être soutenus pour s'attaquer aux difficultés auxquelles ils sont confrontés en la matière. L'initiative de réorganisation du HCR et de rationalisation de ses dépenses est particulièrement opportune en ce qu'elle est favorable aux pays en développement. Compte tenu du nombre élevé de bénéficiaires de l'aide du HCR, un appel urgent devrait être lancé aux bailleurs de fonds en vue de financer le programme biennal 2010-2011, pour garantir la prise en compte effective des priorités recensées dans l'Évaluation globale des besoins.

94. Il se félicite de l'attention particulière que le Haut Commissaire accorde aux situations de réfugiés prolongées et signale que l'Algérie continue d'accueillir à Tindouf un grand nombre de réfugiés provenant du Sahara occidental en attendant la reconnaissance internationale de leur droit à l'autodétermination. Contrairement aux allégations du représentant du Maroc, le Sahara occidental n'est pas reconnu au niveau international en tant que territoire marocain. Comme a pu le constater le Haut Commissaire lors de sa récente visite, la situation des réfugiés y est grave. Le soutien humanitaire de l'Algérie dépasse en importance l'aide internationale. Il approuve donc la réévaluation des prévisions budgétaires pour 2010-2011, dans l'espoir qu'elle contribuera à améliorer les conditions. Les mesures visant à créer un climat de confiance pour permettre un contact entre les réfugiés et leurs familles au Sahara Occidental, représentent une étape positive et devraient être mises en œuvre sans réserve. L'Algérie continuera à fournir une assistance aux réfugiés et elle appelle la communauté internationale à faire de même.

95. Dans un monde globalisé, l'ampleur des flux migratoires mixtes rend difficile de distinguer les réfugiés authentiques des migrants illégaux. Il approuve les efforts déployés par le HCR pour trouver de nouvelles manières de répondre aux besoins des populations affectées. La prochaine session du Dialogue sur les défis de la protection devrait contribuer à clarifier la distinction entre réfugiés et migrants économiques, sans détourner le HCR de son mandat original.

96. **M. Avoka** (Ghana) annonce que le Ghana est fier de son bilan en matière d'accueil de réfugiés et de demandeurs d'asile et qu'il reste engagé à coopérer avec le HCR et à honorer ses obligations dans le cadre des instruments internationaux appropriés. L'Afrique, naguère connue comme génératrice de réfugiés, voit sa situation modifiée en la matière, grâce aux efforts des dirigeants et des partenaires en développement pour renforcer la démocratie et la suprématie de la loi. Des solutions ont été trouvées pour plus de la moitié des 42 000 réfugiés enregistrés au Ghana en 2006 et le processus se poursuit. Néanmoins, le pays a un gros dossier résiduel et il demande instamment au HCR de continuer à exercer son mandat, en ce qui concerne les réfugiés qui ont choisi de ne pas retourner dans leur pays, jusqu'à ce que des solutions durables soient trouvées à leur sujet. Bien que le Gouvernement soit ouvert à l'option de l'intégration locale, les problèmes sécuritaires liés à l'intégration d'un grand nombre de personnes, aggravés par l'arrivée régulière de réfugiés, nécessitent une concertation complémentaire avec le HCR. Le Ghana estime la paix et la stabilité essentielles au développement et il formule l'espoir que la communauté internationale continuera à soutenir les efforts nationaux et régionaux pour mettre un terme aux conflits en Afrique.

97. **M. Wang Qun** (Chine), se félicitant des réformes du HCR et de la coopération de l'organisation avec les autres partenaires internationaux et nationaux, estime que les problèmes des réfugiés ne pourront être résolus sans s'attaquer à leurs causes profondes, bien qu'il admette que les facteurs économiques, le changement climatique, l'extrême pauvreté et les catastrophes naturelles, aggravent encore la situation.

98. Les conditions auxquelles se trouve confronté le personnel du HCR sur le terrain se détériorent et posent un sérieux défi au travail de l'organisation. Seul un engagement constant pour préserver la paix et la sécurité et permettre ainsi le développement et la sécurité, permettra de prévenir le problème des réfugiés et de le résoudre. Comme aucun pays n'y parviendra seul, les pays d'origine, d'accueil ou de repeuplement, et ceux qui

fournissent l'aide, doivent coopérer entre eux et avec les organisations internationales, dans un esprit de solidarité et de responsabilité partagée, avec des concertations équitables et une étroite coordination.

99. Les pays en développement reçoivent 80 pour cent des réfugiés, et le HCR devrait continuer à jouer un rôle d'intermédiaire, toujours dans le cadre de son mandat, en encourageant les pays développés à fournir davantage d'aide technique et financière. La Chine espère renforcer sa coopération avec le HCR et continuer à contribuer à la protection internationale des réfugiés.

100. **M. Guterres** (Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés), en réponse aux points soulevés, loue l'approche ouverte adoptée par le Gouvernement du Mozambique, eu égard en particulier aux questions d'autosuffisance et d'intégration locale, pour traiter la situation complexe des réfugiés, caractérisée par une fréquence élevée de mouvements secondaires. La position exemplaire du Mozambique vis-à-vis de l'initiative « Unis dans l'action » a profité à toutes les personnes concernées, et il se réjouit à l'idée d'une coopération accrue avec le Gouvernement pour favoriser de manière plus efficace le rapatriement volontaire et la réinstallation.

101. Il sait gré des remarques franches et constructives de la représentante de l'Italie. Soulignant les dimensions positives du travail de l'Italie en matière de protection des réfugiés et de coopération avec le HCR, et réaffirmant le droit de chaque pays à déterminer sa propre politique migratoire, il rappelle la nécessité d'assurer que les demandeurs d'asile potentiels ne soient pas renvoyés dans des lieux où une protection ne serait pas disponible en cas de besoin. Il espère que le dialogue avec le Gouvernement italien et une coopération européenne plus efficace permettront de régler dûment la question.

102. Eu égard aux observations formulées par le représentant de la République bolivarienne du Venezuela, il rappelle la longue tradition de l'Amérique latine en matière de protection des réfugiés et l'importance du plan d'action de Mexico. Il est vivement intéressé par le projet d'analyse des différences existant entre politique et réalité en matière de migration et d'asile dans la région, et il se dit très désireux de travailler avec la République bolivarienne du Venezuela à ce sujet.

103. Se déclarant satisfait de l'aide fournie aux réfugiés urbains au Nigéria, il souligne toute l'importance du programme en sept points du Gouvernement, pour prévenir les problèmes des réfugiés. La prévention est incontestablement la meilleure solution.

104. Bien que la Colombie ait l'un des cadres légaux les plus avancés en matière de protection des personnes déplacées, elle doit encore faire face à de sérieux défis et il se réjouit à la perspective de continuer à travailler à les relever, avec le Gouvernement colombien et d'autres organisations. Il encourage en particulier la Colombie et l'Equateur à coopérer sur la question. Le HCR ne dispose pas de ses propres chiffres quant au nombre de réfugiés et de personnes déplacées, il recourt plutôt aux données officielles fournies par d'autres organismes. Il est nécessaire d'examiner la différence entre déplacement interne et migration interne ou urbanisation, et des critères devraient être fixés pour déterminer le moment où une personne ne devrait plus être classée parmi les déplacés internes. Le HCR devrait envisager de travailler sur ces questions avec d'autres organisations, telles le Comité international de la Croix Rouge.

105. En réponse au représentant du Ghana, le Haut Commissaire souligne la valeur du dialogue engagé entre le HCR, le Gouvernement et les pays d'origine pour trouver des solutions aux problèmes des réfugiés au Ghana. Il approuve les observations du représentant de la Chine relatives aux moyens d'éviter les causes profondes des déplacements. Bien que les problèmes soient de nature humanitaire, les solutions seront toujours d'ordre politique.



106. Au cours de sa récente visite au Maroc et en Algérie, des progrès ont été réalisés dans plusieurs domaines et un débat des plus fructueux a été engagé. S'agissant de la situation complexe à Tindouf, il rappelle le principe selon lequel seule une solution politique pourra être trouvée. Lorsqu'il intervient, le HCR tient compte des besoins, des préoccupations et des droits des personnes impliquées. Il ne peut envisager un maintien éternel du statu quo. En tant qu'organisation impartiale, le HCR fournit non seulement des soins et des moyens de subsistance aux populations, mais il investit également dans les personnes, par exemple par l'octroi de bourses d'études à l'étranger. Le Haut Commissaire rappelle par ailleurs, les grands avantages potentiels pour les individus et la société que présente le fait d'organiser des visites entre les membres séparés d'une famille. Pour éviter tout abus, le HCR gère le système de manière rigoureuse; M. Guterres souhaite toutefois qu'il soit étendu pour bénéficier à un maximum de personnes. Il réaffirme son engagement à coopérer à la fois avec les deux Gouvernements, malgré leurs différences politiques.

*La séance est levée à 18 h 05.*

- - - - -